

éventuellement mener à la création de programmes de fonds compensatoires pour les travailleurs et les travailleuses victimes des effets pervers de l'intégration continentale. À ce propos, il pourrait s'avérer indispensable de prévoir la création et la mise sur pied d'une instance hémisphérique de collecte et d'analyse de données sur les sujets et thèmes qui ont été abordés jusqu'à maintenant, de même que sur les thèmes à venir; cette instance aurait la responsabilité de produire et d'analyser les données en question sur une base comparée et de soumettre des évaluations régulières et documentées sur les effets de l'intégration économique auprès de tous et chacun des partenaires. Les pays, tout comme les partenaires sociaux, disposeraient alors d'une information de base touchant l'état des situations dans des domaines comme la rémunération, les disparités, la scolarisation ou l'environnement, pour ne citer que ces seuls exemples.

Si les mécanismes d'intégration économique doivent également renforcer la coopération et les échanges entre les acteurs impliqués dans ce dossier, et s'il convient de favoriser l'émergence d'un dialogue social à l'échelle hémisphérique afin de contribuer à la mise en place d'une véritable continentalisation sociale, il faudrait alors commencer par enclencher le processus à l'intérieur de la société civile, ici même. En ce sens et pour faire bonne mesure, comme l'ont souligné les participants, c'est d'abord au Canada, au Québec, que nous devrions travailler à la mise sur pied d'un forum social pour appuyer, soutenir et approfondir les positions et propositions qui ont été faites jusqu'à maintenant. Un tel forum constituerait un préalable essentiel et déterminant en prévision de la reconnaissance d'un Forum social à l'échelle des Amériques. Le message lancé au gouvernement est le suivant: commençons ici ce que nous souhaitons faire ensuite à l'échelle des Amériques.

Enfin, les participants proposent l'intégration de Cuba aux processus de consultation et de négociation, pour que cesse la marginalisation dont ce pays est victime.